

Où est la violence dans la société ?

La vague de contestation et de colère soulevée par la loi de Sécurité globale a continué ce samedi : des manifestations ont à nouveau eu lieu dans 90 villes pour dénoncer les violences policières et le renforcement de l'autoritarisme de l'État. Elles se sont jointes bien souvent aux manifestations contre le chômage et la précarité prévues le même jour. Tout naturellement, car le tour de vis sécuritaire n'a pour seule raison d'être que la crainte du gouvernement de voir exploser la colère sociale : il veut pouvoir donner libre cours à la répression.

Opération blanchiment

Pourtant, vendredi, Macron s'était livré à une opération grand écart qui n'a pas convaincu les dizaines de milliers de manifestants, dont beaucoup de jeunes. Il a prétendu s'adresser à eux en se faisant interviewer en ligne sur Brut, entre autres par le journaliste Rémi Buisine, celui que les flics avaient délogé à coups de botte tandis qu'ils chassaient les migrants place de la République.

Pendant deux heures, Macron a essayé de désamorcer l'indignation suscitée par les images du tabassage des réfugiés ou de celui du producteur de musique Michel Zeckler. La main sur le cœur, il a parlé des « violences inadmissibles » de certains policiers, a semblé découvrir l'existence des contrôles au faciès – qui sont le lot quotidien des jeunes ou moins jeunes des quartiers populaires – et même désavoué les mots de Darmanin pour lequel les policiers auraient juste « déconné ». Et de proposer un numéro vert pour ceux qui voudraient dénoncer des policiers « déconnants ».

Les syndicats de police ont tout de suite crié à la trahison. Pourtant, ces mots creux n'avaient qu'une fonction : blanchir le projet de loi qui vise à entraver notre liberté de contester et dont l'article 24, pas encore supprimé mais juste en cours de réécriture, est taillé pour assurer aux forces répressives de police l'impunité face à ceux qui filmeraient leurs exactions.

Contesté, Darmanin, a trouvé de son côté un dérivatif : la loi sur le « séparatisme » voulue par Macron. Fraichement rebaptisée « Loi confortant les

principes républicains », elle est destinée à cibler une partie des classes populaires bien plus qu'à lutter contre le terrorisme ! La chasse au faciès reste ouverte et la violence des forces de police, que Macron prétend vouloir « exemplaires », encouragée.

Puis opération discrédit

Dès samedi, les manifestants ont eu un bel aperçu de cette violence... de la part de l'État ! Par décision du gouvernement ou du préfet de police de Paris, passé maître à casser du manifestant, ou des deux, la manifestation parisienne était serrée de près par un nombre incalculable de gendarmes et CRS. Cet arsenal impressionnant destiné à intimider ceux qui défilaient n'a pas empêché des black blocks ou prétendus tels (quelque 400 dit la presse, mais combien de provocateurs policiers parmi eux ?) de mener des casses. Ce qui tombait bien à pic pour le gouvernement. Le soir même, ceux qui étaient devant les journaux télévisés ont eu, eux aussi, leur part d'intimidation : la police y était félicitée pour avoir protégé les manifestants des casseurs, le monde à l'envers !

La violence, parlons-en !

Pas un jour ne passe sans que des licenciements ne soient annoncés chez Danone, Auchan, Safran, Elior, Latécoère, 35 000 en tout depuis septembre selon des estimations. Malgré le plan d'aides massives à ces grands groupes capitalistes, ceux-ci ont toute liberté pour jeter des travailleurs dans la misère en pleine crise liée à la pandémie. L'argent magique que le gouvernement a sorti de son chapeau, qu'il a refusé aux hôpitaux publics et aux Ehpad, se rendant responsable de milliers de morts, sert aujourd'hui à licencier en toute impunité !

C'est cela la violence de ce système économique : nous sommes « libres » d'aller pointer au chômage, les petits commerçants de mettre la clef sous la porte, tandis que les capitalistes empochent les milliards et imposent des reculs aux travailleurs.

Ceux qui se mobilisent ont bien raison, la défense de nos conditions de vie et de nos libertés vont de pair.

Même fonction, même augmentation !

Le gouvernement n'est pas revenu sur la revalorisation des salaires du personnel des structures sociales et médico-sociales. Jeudi dernier, environ 200 collègues travaillant en MAS (maison d'accueil spécialisée) ou dans un SSIAD (service de soins infirmiers à domicile) ont manifesté pour rappeler à l'ARS qu'ils sont toujours là, en colère, et veulent la même augmentation de 183 euros que leurs collègues.

Certains camarades travaillant dans un SSIAD ou à la MAS pensent fortement à démissionner. Et dans le Haut-Doubs, ils n'ont aucun problème pour trouver un nouvel emploi, qui plus est mieux payé : la Suisse recrute du personnel formé.

Bien, mais pas assez

L'Est républicain a fait plusieurs pages sur le métier d'aide-soignant en indiquant que 165 places supplémentaires ont été ouvertes sur toute la région Bourgogne-Franche-Comté, financées par le conseil régional. Elles seront ouvertes aux demandeurs d'emploi et aux titulaires d'un bac pro. C'est une bonne nouvelle pour ces derniers qui pourront bénéficier d'une formation, débouchant sur un emploi. Mais c'est bien inférieur aux besoins.

En effet, il n'y aura que douze places supplémentaires pour l'IFPS de Besançon, alors qu'il manque des aides-soignants dans la majorité des services, à Novillars, à l'hôpital général, dans les Ehpad de Bellevaux, Avanne... et dans les services d'aide à domicile. Et il en va de même pour l'ensemble des centres de formation de la région.

Augmenter les salaires et les effectifs

Les écoles ont du mal à remplir leurs sessions de formation d'aides-soignants. Gageons que si les salaires étaient beaucoup plus élevés, et les équipes plus nombreuses, l'hôpital aurait plus de facilité à recruter et à fidéliser ces camarades.

Vaccins : la science, le doute et le fric !

Travaillant dans la santé, nous sommes nombreux à connaître les bénéfices que peuvent permettre les vaccins, notamment pour éradiquer des maladies mortelles (la variole par exemple). On espère donc que les résultats annoncés seront confirmés et qu'ils n'ont pas été « gonflés » pour doper le cours de l'action Pfizer et autres Moderna... Si les premiers vaccins sont prêts, que les bénéfices/risques sont correctement évalués, réjouissons-nous.

Mais soyons clairs, nous accepterions plus facilement de servir de cobayes si les commandes n'étaient pas aux mains des magnats de l'industrie

pharmaceutique, autrement dit si l'industrie du médicament était socialisée et étroitement contrôlée par la population.

Tapis rouge pour le dictateur Al-Sissi

Cette semaine, Macron reçoit pendant deux jours le président égyptien, l'un des pires dictateurs en matière de restriction des libertés.

Dans l'Égypte d'Al-Sissi, près de 60 000 opposants sont enfermés pour délit d'opinion, des dizaines d'ONG de droits humains muselées pour « terrorisme », et toute manifestation est interdite depuis plusieurs années. Une répression qui s'exerce avec la bénédiction de Macron, puisque la France est un des premiers fournisseurs d'armes et de technologies de surveillance de l'Égypte, avec des milliards à la clef pour les industriels de l'armement. En plein mouvement contre la loi de Sécurité globale, le gouvernement français cherche-t-il les conseils d'un expert ?

Patrons licencieurs : les vrais voyous

Pour les grands groupes, la crise du Covid est l'occasion de licencier : ainsi General Electric, le géant de l'agroalimentaire Cargill, le leader du tourisme TUI ou encore Bridgestone, premier fabricant de pneus mondial ; et aussi chez Danone, Auchan, Safran, Elior ou Latécoère, entre autres. On ne peut pas dire qu'ils soient en crise ! Le scénario est toujours le même : des négociations qui n'en finissent pas, des syndicats qui jouent le jeu truqué du « dialogue social » et à la fin, la liquidation totale ou partielle des emplois. Mais dans certaines entreprises, les salariés refusent d'attendre que l'on vende leur peau. Ils commencent à s'organiser en collectifs pour se faire entendre et se coordonner.

S'organiser sans attendre pour résister aux licenciements : voilà une stratégie à étendre partout où sévissent les patrons voyous.

Football féministe

La footballeuse Paula Dapena, qui joue en troisième division espagnole, a donné une leçon de féminisme aux amateurs du ballon rond. Lors d'une minute de silence en hommage à Diego Maradona, elle s'est assise en tailleur, le dos tourné. Elle entendait dénoncer l'attitude machiste et agressive de l'idole du football contre certaines de ses compagnes.

Paula a souligné avec ironie que la journée internationale de l'élimination des violences faites aux femmes, le 25 novembre, avait fait moins de bruit que la mort du numéro dix. Voilà un bon moyen d'allier le résultat et la manière.

Pour nous écrire ou prendre contact, e-mail : etincelle25@free.fr

Notre site internet : <https://www.convergencesrevolutionnaires.org/>